

Pouvoir d'achat : augmentez les salaires !

lundi 3 décembre 2007, par [DUVAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 29 novembre 2007).

Chacun s'accorde à le reconnaître : la question du pouvoir d'achat constitue l'arrière-fond du mécontentement social qui s'exprime aujourd'hui dans la plupart des conflits sociaux.

La question du pouvoir d'achat révèle cruellement au grand jour la démagogie qui a alimenté la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Sa prétention à être « le président du pouvoir d'achat » a d'ores et déjà fait long feu. La détaxation des heures supplémentaires, votée en toute urgence dès juillet, apparaît pour ce qu'elle est : un marché de dupes destiné à faire passer la pilule des cadeaux fiscaux substantiels accordés aux plus riches et aux entreprises. Rien n'indique une augmentation du volume des heures supplémentaires. Et, de toute façon, ces mesures sont très largement hors sujet : la réalité vécue par les salariés et les classes populaires est celle d'une baisse du pouvoir d'achat résultant de la stagnation des salaires, du développement de la précarité et de la hausse des prix, notamment celle des biens et des services de première nécessité (produits alimentaires, transports, logement).

L'exigence d'une revalorisation des salaires constituait – avec la lutte pour les emplois publics – le thème principal de la journée de grève des fonctionnaires, le 20 novembre dernier. Et la situation est tout aussi critique pour les salariés du secteur privé. En attendant la prise de parole présidentielle, les ministres sont obligés d'occuper le terrain et d'annoncer des « pistes de travail », bien dérisoires : ainsi, le porte-parole du gouvernement suggère des mesures sur les frais bancaires ou sur le coût des abonnements des téléphones mobiles ! Ce qui, on en conviendra, est loin d'être à la hauteur des revendications.

Une fois de plus, le Parti socialiste se distingue par la timidité de son « opposition ». Ainsi, François Hollande plastronne : « *Cette semaine sera celle de la confrontation.* » Mais ce discours, qui se veut martial, recouvre en fait une proposition a minima, celle d'un « Grenelle du pouvoir d'achat », dont le contenu reste squelettique : encadrement des loyers, chèque transport et TIPP flottante. Là encore, rien sur les salaires... C'est pourtant le problème essentiel !

Parallèlement, la conférence sociale sur l'égalité professionnelle vient de nouveau souligner l'aggravation des inégalités salariales dont sont victimes les femmes : un salaire horaire inférieur de 19 % à celui des hommes et, à carrière égale, un salaire mensuel inférieur de 11 %. L'écart est encore plus spectaculaire pour les retraites : 1 372 euros mensuels en moyenne pour les hommes et... 606 euros pour les femmes !

Pour répondre réellement aux exigences sociales, alors que les profits des entreprises du CAC 40 explosent, la solution est d'augmenter tous les salaires (ainsi que les pensions et les minima sociaux) de 300 euros net mensuels, de porter immédiatement le Smic à 1 500 euros net et de mettre en œuvre un plan de rattrapage obligatoire des salaires et des pensions des femmes. Mais cela, seul un mouvement d'ensemble pourra l'imposer.

P.-S.

* Paru dans Rouge N° 2229, 29/11/2007.